

Pétrole et gaz du Canada—Loi

lois, et si ce Québec était séparé, il y aurait des gouvernements départementaux, des gouvernements, des États ou des provinces, parce qu'on diviserait la province par sections comme l'Abitibi, le Lac-Saint-Jean, la Gaspésie, les Bois-Francs qu'on appellerait, comme en France, des départements, ou comme aux États-Unis, des États, et chaque région aurait un gouvernement également élu, et le gouvernement central, naturellement, serait le gouvernement de la province de Québec, et alors on ferait une constitution pour connaître les pouvoirs du gouvernement central de la province de Québec et également ceux de ces gouvernements régionaux, et si on suit la philosophie du Parti québécois, chaque région aurait le droit de taxer ses propres ressources naturelles. Si l'on imagine que la région du Lac-Saint-Jean trouvait des quantités de pétrole fantastiques, le gouvernement de l'État ou le gouvernement du département du Lac-Saint-Jean taxerait ses ressources, en vendrait au reste du Québec et également à d'autres pays. C'est certain qu'il vendrait à d'autres pays au prix international, et les gens du Lac-Saint-Jean seraient intéressés également d'en toucher le prix international, même pour les ventes faites au Québec. Et je suis convaincu qu'à ce moment-là, le gouvernement central de la province de Québec obligerait à fixer des prix pour les ventes intérieures, exactement comme nous le faisons présentement au Canada. Pourtant M. Lévesque ne comprend pas cette philosophie-là, lorsqu'on le fait ici au Canada.

Nous, du gouvernement fédéral, nous voulons un prix de l'énergie, nous voulons un prix uniforme partout au pays, pour tous les Canadiens. Il est très facile, monsieur le président, de comprendre que, si le pétrole se vendait \$3 le gallon au Québec, dans les Maritimes et en Ontario, et \$1 en Alberta, il y aurait un marasme économique fantastique. On comprend tous, et c'est facile à comprendre, que toutes les nouvelles industries qui s'implanteraient voudraient aller s'installer en Alberta et donc, on devrait avoir un mouvement massif de population des provinces de l'Est vers l'Alberta. Il y aurait un chômage fantastique à l'est, et un *boom* et une inflation épouvantable en Alberta. C'est pour cela que notre politique de base c'est de maintenir des prix stables et égaux pour l'ensemble des Canadiens.

Il n'y a pas tellement d'années, monsieur le président, nous avons une loi qui s'appelait la Loi de la ligne Borden. Et à ce moment-là, on obligeait certaines provinces canadiennes, dont la plus grande partie de l'Ontario, à acheter le pétrole de l'Alberta à un prix supérieur au prix international justement pour favoriser les ventes de l'Alberta. Aujourd'hui, la situation est renversée. C'est l'Alberta qui fait les frais pour les autres provinces qui consomment son pétrole, et qui vend son pétrole moins cher. Mais qui vous dit que dans 5 ans d'ici, avec les découvertes qui ont été faites en Union Soviétique, où on a trouvé des masses de pétrole plus grandes, semble-t-il, que tout ce qui existe dans les pays du Moyen-Orient, le prix international ne sera pas moins cher que le prix qu'on paierait, par exemple, le pétrole qu'on extrairait des sables bitumineux? Et je suis convaincu que si cette situation se produisait, le gouvernement fédéral, à cette époque, garantirait et obligerait le reste des Canadiens à acheter au prix national plus élevé que le prix international le pétrole de l'Alberta ou d'autres régions du Canada. Nous allons donc continuer, monsieur le président, à avoir une politique uniforme pour le bien-être de l'ensemble

des Canadiens. Je vous remercie beaucoup de m'avoir accordé la parole.

● (2130)

[Traduction]

M. Dave Nickerson (Western Arctic): Monsieur l'Orateur, on garde toujours le meilleur pour la fin.

Des voix: Bravo!

M. Nickerson: Il est plutôt dommage qu'il n'y ait pas personne pour entendre ce que j'ai à dire, du moins dans les tribunes. J'espère que quelqu'un regarde la télévision.

M. Scott (Hamilton-Wentworth): Voulez-vous dire qu'il n'y a pas personne ici?

M. Nickerson: Je suis très heureux de voir que le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Lalonde) ait jugé bon de revenir à la Chambre. Je lui réserve quelques remarques de choix dans ma brève intervention. J'attends impatiemment la présentation de ce bill depuis à peu près dix ans. Il y a un peu plus de dix ans qu'il nous a été promis pour la première fois par feu l'honorable Sidney Green...

M. Blais: Vous voulez dire Joe Greene.

M. Nickerson: Nous avons certainement de bonnes raisons d'oublier.

M. Lalonde: Vous avez oublié Sidney Green.

M. Nickerson: Les députés de ce côté-ci de la Chambre demandent constamment au gouvernement depuis dix ans quand il va présenter des règles et règlements régissant l'exploitation du pétrole et du gaz dans les régions mentionnées dans ce bill. On nous a toujours répondu que ce serait bientôt. Je me souviens d'avoir posé cette même question au début de l'année au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Il m'a alors répondu: «très bientôt». Nous avons au moins maintenant une interprétation de ces termes libéraux. Quand ils disent bientôt, ils veulent dire dix ans, et quand ils disent très bientôt, ils veulent dire dix mois.

M. Lalonde: Quatre mois.

M. Nickerson: Était-ce bien la peine d'attendre dix ans? Très franchement, je pense que non. J'attendais cela avec impatience. Je m'attendais à une mesure qui puisse remettre à flot l'industrie du pétrole et du gaz sous-marins. Mais je ne crois pas pourtant que cette mesure y parviendra. Pour comprendre cela, il nous faut examiner la situation qui existe au moment où ce bill est présenté. Il nous arrive après dix ans de négligence et d'indécision, après avoir sacrifié pendant dix ans les besoins industriels et énergétiques du Canada des visées étroites et partisans. La situation actuelle en est le résultat. A l'heure actuelle nous sommes tributaires de sources d'énergie étrangères peu sûres et très coûteuses. Cela ne fait aucun doute. Voilà la situation dans laquelle le gouvernement libéral a mis le Canada. Cela arrive au moment où un grave conflit oppose les provinces et le gouvernement fédéral qui compte leur imposer à tout prix sa conception du Canada, celle d'un pays centralisé et socialisé. Quand nous étudions ce bill, nous constatons que deux principes s'en dégagent d'un bout à l'autre, d'un côté, un contrôle ferme de la part d'Ottawa et de l'autre, la nationalisation du secteur pétrolier et gazier, principes que le gouvernement essaie de promouvoir depuis quelque temps avec l'accord, et même sur l'instigation, de nos amis de gauche.